



📍 Zones de santé (ZS) de Manono, Kiyambi et Ankoro

Territoire de Manono

Province du Tanganyika, République Démocratique du Congo (RDC)

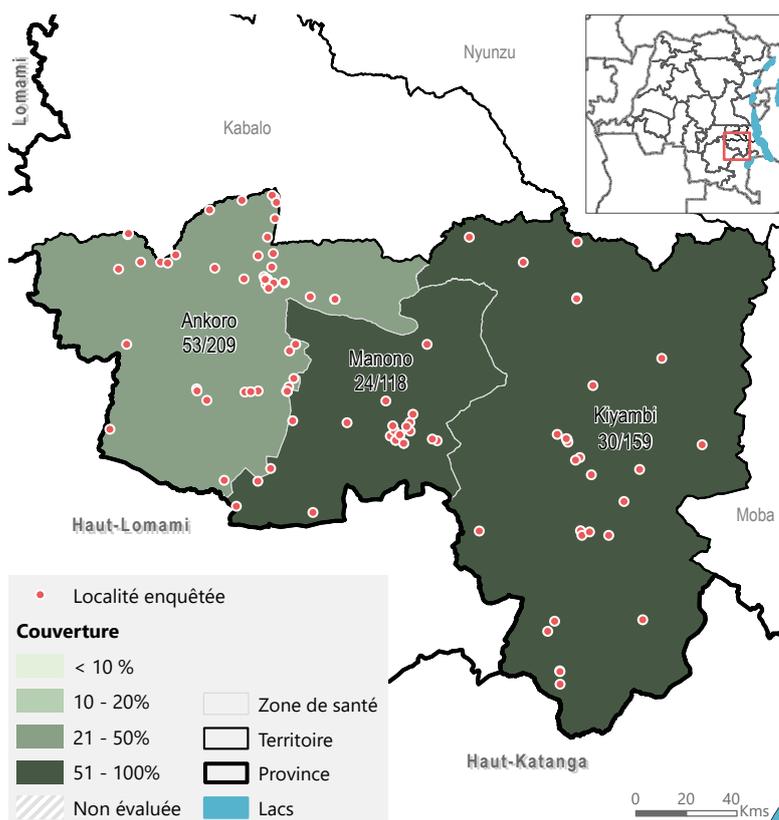
SYNTHÈSE ET DONNÉES CLÉS*

La majorité de la population dans le territoire de Manono a été affectée par un choc dans 67% des localités évaluées. Des inondations semblaient être le principal type de choc observé dans plus de la moitié des localités concernées. De plus, elles ont été rapportées comme raison principale causant la destruction de cultures dans la majorité des ces localités au sein des 3 ZS évaluées et un accès à de la nourriture était le besoin prioritaire pour la majorité de la population dans près de trois quarts des localités évaluées.

- 28%** où la présence des personnes déplacées internes (PDI)¹ a été rapportée
- 39%** où la source principale d'eau pour boire pour la majorité de la population était de l'eau de surface
- 68%** où la présence de mineurs non-accompagnés a été rapportée
- 95%** dont la majorité des enfants avait accès à une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche
- 69%** où la majorité de la population autochtone / hôte ne dispose pas de support de couchage et de couverture
- 72%** où le premier besoin prioritaire rapporté pour la majorité de la population était la nourriture
- 64%** où aucune assistance humanitaire n'a été reçue au cours des 6 derniers mois précédant la collecte de données

* en % de localités évaluées, selon les informateurs clés

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



CONTEXTE

L'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. L'accès physique est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information dans ces zones, REACH a mis en place un suivi de la situation humanitaire au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, au Tanganyika et en Ituri. Il a pour objectif de collecter des informations, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. L'ensemble des fiches d'information liées à ce projet, toutes disponibles sur le [centre de ressources](#), donne un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones de santé les plus affectées de ces provinces et de l'évolution dans le temps de ces besoins.

APERÇU DE L'ÉVALUATION

Le suivi de la situation humanitaire a pour but de collecter, d'analyser et de partager des informations sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité aux services essentiels et de renseigner les dynamiques de déplacement dans les zones de santé (ZS) évaluées.

Cette fiche présente les résultats de la collecte des données ayant eu lieu dans les ZS de Manono, Kiyambi et Ankoro du 15 au 30 janvier, portant (sauf indication contraire) sur la période du mois précédant la collecte de données. Ces résultats se basent sur **268 enquêtes conduites à distance auprès d'informateurs clés (IC) dans 109 localités réparties dans les trois ZS du territoire de Manono**. La méthodologie utilisée pour la collecte de données est dite "zone de connaissance". Elle consiste en des entretiens structurés avec des IC qui possèdent une connaissance approfondie et récente des localités renseignées. Plus d'informations sur la méthodologie sont disponibles en [page 8](#).

📌 NOTE À LA LECTURE

Les résultats, rapportés en % de localités évaluées, sont obtenus grâce aux informations des IC et doivent être considérés comme **indicatifs**. Sauf indication contraire, les résultats de chaque indicateur portent sur une **période de rappel de 30 jours précédant la collecte de données**. Les données présentées sous forme de cartes sont rapportées par ZS, tandis que celles sous forme de texte, graphiques et tableaux sont rapportées pour l'ensemble des localités évaluées (sauf mention contraire).

1. Toutes les personnes ayant subi un déplacement forcé en raison d'une crise ou d'un choc et qui résident actuellement à l'intérieur de leur pays d'origine depuis moins de 18 mois.



Evolution¹ des résultats clés entre [février 2023](#) et janvier 2024

Déplacements

L'enquête de suivi de la situation humanitaire (HSM) de février 2023 montrait une présence de PDI dans 76% des localités évaluées. En janvier 2024, cette situation n'était observée que dans 28% des localités évaluées, soit une réduction importante du nombre de localités accueillant des PDI au sein du territoire de Manono. De manière similaire, les mouvements de retours, mentionnés dans 83% des localités évaluées en février 2023, n'étaient rapportés que dans 27% des localités évaluées en janvier 2024. Selon le rapport publié de l'Organisation Internationale de Migration (OIM) à travers la matrice de suivi des déplacements (DTM) sur [le suivi de mouvements de populations dans la province du Tanganyika](#) en octobre 2023, l'amélioration de la sécurité était la principale raison qui expliquait le mouvement de retour.

Sécurité alimentaire

La situation de sécurité alimentaire restait préoccupante bien que des stratégies de survies étaient disponibles afin d'atténuer le manque de nourriture. Une faim importante était rapportée dans 8% des localités évaluées lors de la collecte HSM de février 2023, tandis que l'évaluation réalisée en janvier 2024 montrait une évolution touchant 24% des localités évaluées, selon les IC. L'inondation était la principale cause à l'origine de la destruction de cultures dans 70% des localités évaluées en janvier 2024 dans le territoire de Manono, tandis que cette situation n'était observée que dans 18% des localités évaluées en février 2023. Dans son [rapport publié en janvier 2024](#), le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA) alertait déjà que les inondations étaient parmi les principales causes aggravant la situation d'insécurité alimentaire au sein de la province du Tanganyika.

EHA

L'accès à l'eau pour boire pour la majorité de la population était limité à une source d'eau non-améliorée ou une eau de surface dans 59% des localités évaluées dans le territoire de Manono en février 2023. Cette proportion a augmenté avec 75% des localités évaluées concernées en janvier 2024. L'usage de latrines non-hygiéniques ou non-acceptables était rapporté dans 98% des localités évaluées en février 2023, contre 78% des localités évaluées en janvier 2024.

Abris

Il a été rapporté au cours du mois précédant les deux collectes HSM dans le territoire de Manono en février 2023 et janvier 2024 que la majorité de la population habitait principalement dans des abris en matériaux semi-durables. Ainsi, les IC avaient rapporté l'utilisation des abris semi-durables dans 93% des localités évaluées en février 2023. Toutefois, cette proportion avait baissé en janvier 2024 pour concerner 79% des localités évaluées. Selon le Cluster Abris, des besoins persistaient dans ce secteur. Par ailleurs, dans la fiche d'information du [Cluster Abris Tanganyika](#) de novembre 2023, il a été fait mention des mouvements de population ou des déplacements de population dans le territoire de Manono, impliquant la nécessité d'une intervention humanitaire.

Protection

La présence des mineurs non-accompagnés était rapportée dans 29% des localités évaluées lors de la collecte HSM de février 2023. En janvier 2024, la situation semble s'être aggravée de manière importante, cette proportion étant rapportée dans plus du double de localités évaluées (68%). Par ailleurs, la situation concernant les enfants impliqués dans des activités économiques restait toujours aussi préoccupante, avec plus de 80% des localités évaluées dans lesquelles il a été rapporté ces activités en février 2023 (84%) et en janvier 2024 (83%). Ces informations étaient également confirmées en août par le journal local [Radio Okapi](#), qui décrivait la présence de plusieurs enfants dans l'exploitation artisanale afin d'assurer leur survie quotidienne.

Education

Selon l'enquête, la situation restait stable avec environ 11% des localités évaluées dans lesquelles les bâtiments scolaires étaient temporaires en février 2023, contre 15% des localités évaluées en janvier 2024. De manière générale, la fréquentation scolaire semblait être stable pour les filles, car il a été rapporté que plus de la moitié des filles (entre 6 et 11 ans) fréquentaient une école primaire dans 47% des localités évaluées en février 2023, contre 45% en janvier 2024. Enfin, un peu plus de la moitié des garçons fréquentait l'école primaire dans 53% des localités évaluées selon les IC en février 2023, contre 83% des localités évaluées lors de la HSM de janvier 2024.

Santé

Le problème d'accès aux soins de santé pour la majorité de la population était rapporté dans des proportions similaires en février 2023 (23%) et janvier 2024 (17%). Par ailleurs, la non-utilisation de moustiquaires était beaucoup moins rapportée en janvier 2024 (18%) qu'en février 2023 (48%). Selon le rapport publié de l'OIM à travers la DTM sur [le suivi de mouvements de populations dans la province du Tanganyika](#) en octobre 2023, l'accès aux soins était cité comme le troisième besoin prioritaire et la présence de centre de santé décrite comme étant minime, avec seulement 14% des IC rapportant la présence de centres de santé dans le territoire de Manono.

1. Les évolutions présentées doivent être considérées comme des tendances. Aucun résultat statistiquement significatif ne peut être déduit, de par la nature de la méthodologie choisie. Elles font référence à trois ZS à savoir : Manono, Kiyambi et Ankoro.

Chocs et dynamiques de déplacements

Dans **67%** des localités évaluées, la population a été affectée par un choc, pourcentage plus élevé au sein de la ZS d'Ankoro (**80%**). Parmi les localités affectées, il a été rapporté par les IC que ces chocs correspondaient dans **86%** des cas à des catastrophes naturelles (inondations, glissements de terrain, etc.). Ce choc a impacté **71%** des localités évaluées dans la ZS d'Ankoro (**89%**) et plus de la moitié des localités évaluées dans les ZS de Kiyambi (14/18) et de Manono (10/11). Ces chocs avaient entraîné un large départ de la population dans **12%** des 73 localités évaluées.

Personnes Déplacées Internes (PDI)

Dans **28%** des localités évaluées, la présence de PDI a été rapportée. Parmi ces localités, la présence de membre de famille, une meilleure situation sécuritaire et une meilleure sécurité alimentaire étaient respectivement rapportées dans **71%**, **61%** et **35%** des cas comme raisons principales pour expliquer le choix de la localité de déplacement. Un rétablissement de la sécurité dans la localité d'origine a été rapporté comme condition principale pour un éventuel retour vers celle-ci dans **52%** des localités concernées.

5 raisons les plus souvent citées pour expliquer le départ des PDI depuis leur localité d'origine, en % de localités évaluées : (31 localités concernées)

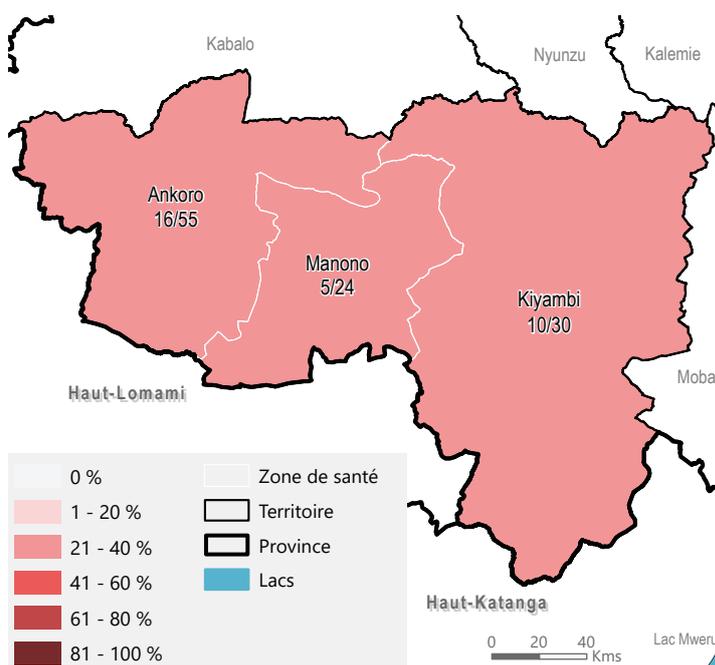


Types de lieux dans lesquels vivaient les PDI dans leur localité de déplacement, en % de localités évaluées : (31 localités concernées)



Dans 17 localités dans lesquelles une arrivée importante¹ de PDI et / ou de retournés a été rapportée au cours des 3 mois précédant la collecte de données, cette arrivée a eu un impact sur les ressources alimentaires disponibles, selon les IC. Cet impact a été considéré comme fort dans 3 des 17 localités concernées. Par ailleurs, la communauté hôte était prête à assister les déplacés (PDI, retournés, etc) seulement pour une durée limitée dans **59%** des localités où ils cohabitaient, contre **39%** des localités où la population hôte serait prête à assister aussi longtemps que nécessaire.

% de localités évaluées dans lesquelles des PDI ont été rapportées comme présentes au cours du mois précédant la collecte des données, par ZS :



ZS d'origine des PDI, en % des localités évaluées : (31 localités concernées)



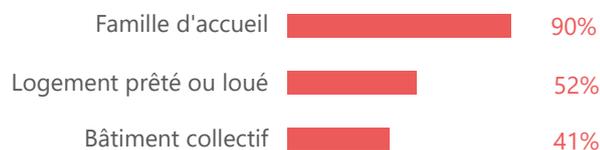
Personnes retournées

La présence de personnes retournées² a été rapportée dans **27%** des localités évaluées au cours du mois précédant la collecte de données. Parmi les 29 localités concernées, la dernière arrivée importante de personnes retournées datait de moins de 6 mois dans **90%** de ces localités.

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer la présence de personnes retournées dans leur localité d'origine, en % de localités évaluées : (30 localités concernées)



Principaux types de lieux dans lesquels vivaient les personnes retournées dans leur localité d'origine, en % de localités évaluées : (3 réponses les plus souvent citées, 30 localités concernées)



1. « Important » veut dire qu'au moins 10 ménages ont quitté la localité ou sont arrivés dans la localité.

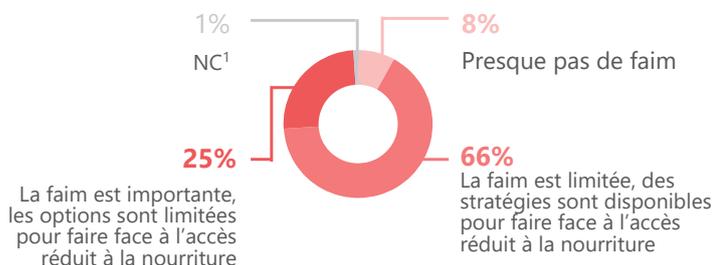
2. Toutes les personnes qui sont volontairement retournées dans leur zone d'origine, sans nécessairement avoir rejoint / retrouvé leur logement ou localité exacte d'origine depuis moins d'un an.



Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

L'agriculture était pratiquée par plus de la moitié de la population dans la majorité des localités évaluées (71%) selon les IC. Dans une majorité de localités évaluées (87%), des destructions de cultures au cours des 3 mois précédant la collecte de données avaient été rapportées, principalement causées par des inondations (68%).

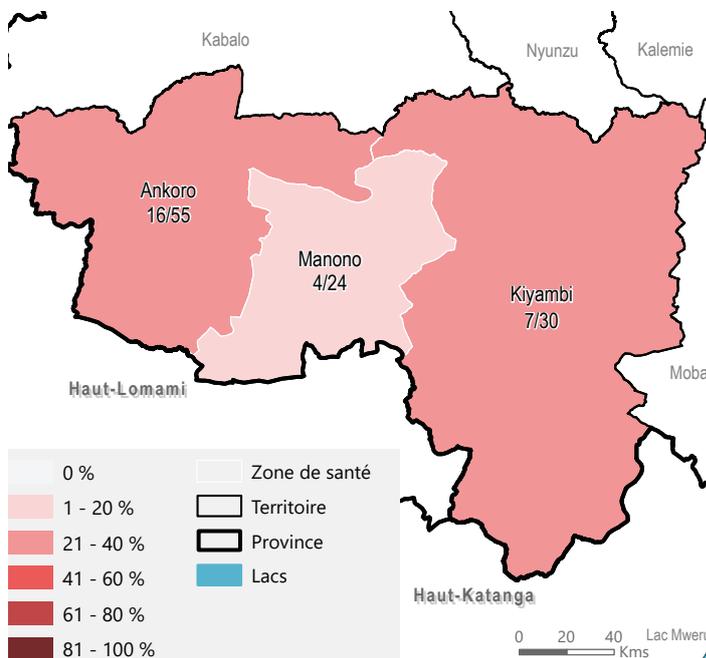
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population, en % de localités évaluées :



Proportion rapportée des ménages ayant eu accès à suffisamment de nourriture, en % de localités évaluées, par ZS :

	Manono	Kiyambi	Ankoro
Plus de la moitié (entre 51% et 75%)	75%	47%	38%
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	13%	43%	44%
Très peu (moins de 25%)	4%	10%	13%
NC	8%	0%	5%

% de localités évaluées, où le niveau de faim de la majorité de la population est à son niveau plus haut niveau selon les perceptions des IC, par ZS :



Afin de faire face au manque de nourriture ou d'argent pour en acheter, les 3 stratégies d'adaptation les plus fréquemment utilisées par certains ménages des localités évaluées étaient la diminution du nombre de repas par jour et / ou des quantités de nourriture par repas (81% des localités évaluées), suivie par la cueillette d'aliments sauvages (68%) et la consommation de semences destinées à la prochaine saison ou de cultures pas encore mûres (50%).

Principales sources de revenu rapportées pour les ménages, en % de localités évaluées : (3 réponses les plus souvent citées)

Agriculture	100%
Petit commerce	61%
Pêche	39%

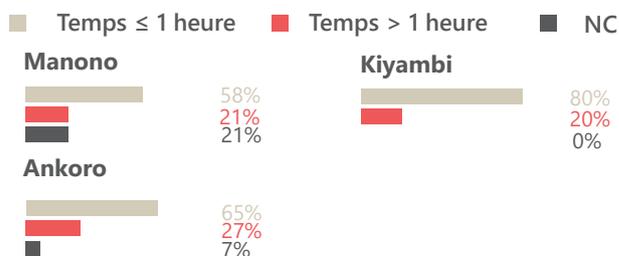
Principales difficultés rencontrées par la majorité des ménages pour utiliser le marché fonctionnel le plus proche, en % de localités évaluées :

Produits trop chers	48%
Marché trop éloigné	24%
Produits incomplets, ne couvrent pas tous les besoins	17%
NC	12%

Difficultés rapportées par ordre d'importance², limitant la pratique de l'agriculture de façon optimale pour les ménages, en % de localités évaluées :

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Aucune difficulté - pas de difficulté supplémentaire	0%	2%	27%
Manque de semences et / ou d'outils	32%	12%	21%
Abondance des pluies, inondations	28%	32%	6%
Cultures endommagées et/ou détruites par les insectes	11%	13%	5%
Cultures endommagées et/ou détruites par des animaux	7%	6%	9%
NC	15%	23%	27%

Durée de marche nécessaire selon les IC pour la majorité de la population pour rejoindre le marché fonctionnel le plus proche, en % de localités évaluées, par ZS :



1. Non consensus (NC) est utilisé lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données (voir méthodologie).

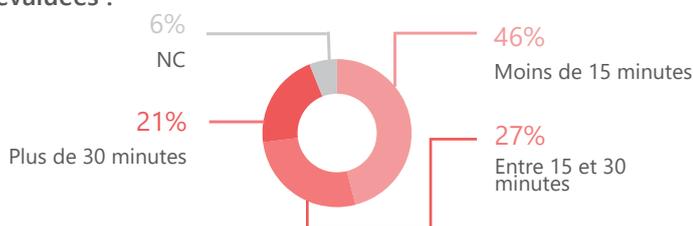
2. Les IC indiquaient successivement les 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} difficultés principales selon l'ordre d'importance qu'ils estimaient. La réponse "Aucune difficulté / Pas d'autre difficulté supplémentaire" était à chaque fois possible et une même difficulté ne pouvait être rapportée deux fois. Les difficultés principales qui n'ont pas été soulevées dans moins de 15% des localités évaluées ne sont pas indiquées dans le tableau.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

Principale source d'eau utilisée par la population pour boire, en % des localités évaluées, par ZS :

	Manono	Kiyambi	Ankoro
Source améliorée (protégée de l'extérieur)	13%	20%	25%
Source non-améliorée ¹	63%	23%	31%
Eau de surface	17%	57%	38%
NC	8%	0%	5%

Temps nécessaire estimé pour la majorité de la population pour se rendre à la source d'eau principale, récupérer l'eau et rentrer chez soi, en % de localités évaluées :



Difficultés principales qui limitaient l'accès aux installations sanitaires/latrines pour la majorité de la population, en % de localités évaluées :

(4 réponses les plus souvent citées)

Installations non-séparées entre femmes et hommes	83%
Installations impropres/non-hygiéniques	83%
Installations ne peuvent être fermées, non-privées	51%
Manque ou absence d'installations	11%

Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant l'accès à l'eau potable pour la majorité de la population, en % de localités évaluées³ :

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Aucune difficulté - pas de difficulté supplémentaire	0%	1%	52%
Manque de récipients	33%	42%	11%
Nombre insuffisant de points d'eau	37%	10%	3%
Qualité de l'eau / eau non-potable	14%	29%	15%
Point d'eau non fonctionnel	0%	5%	5%
Point d'eau principal trop éloigné/difficile d'accès	5%	0%	3%
NC	12%	13%	11%

Selon les IC, dans **78%** des localités évaluées, la majorité de la population utilisait des latrines non-hygiéniques et non-acceptables² pour faire leurs besoins. La défécation à l'air libre a été rapportée dans **4%** des localités évaluées.

Problèmes d'assainissement observés par les IC à proximité des ménages, en % de localités évaluées : (4 réponses les plus souvent citées)

Eau stagnante	77%
Déchets solides domestiques	53%
Présence de rongeurs / rats	50%
Présence de matières fécales	36%

Dans **82%** des localités évaluées, la majorité de la population ne disposait pas de savon et / ou de systèmes fonctionnels de lavage des mains.

Santé

Selon les IC, la majorité de la population avait accès aux soins dans **94%** des localités évaluées. En revanche, dans **17%** des localités évaluées, la majorité de la population ne pouvait pas se rendre à la structure de santé fonctionnelle la plus proche en moins d'une heure de marche à pied. La moustiquaire, outil de base dans la lutte contre les maladies à transmission vectorielle, était possédée par la majorité de la population dans **81%** des localités évaluées.

Principal lieu dans lequel la majorité des femmes ont accouché, en % de localités évaluées :

Dans une structure de santé	75%
À domicile, avec la présence de personnel qualifié	17%
À domicile, sans la présence de personnel qualifié	5%
NC	4%

Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant l'accès aux soins pour la majorité de la population, en % de localités évaluées³ :

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Aucune difficulté - pas de difficulté supplémentaire	0%	0%	24%
Manque de médicaments disponibles	36%	48%	10%
Coût des soins trop élevé (soins, médicaments, etc.)	39%	36%	9%
Qualité insuffisante des soins fournis	0%	5%	30%
Structure de santé trop éloignée	17%	0%	0%
Manque de personnel qualifié	0%	4%	15%
NC	9%	5%	13%

1. Une source est non-améliorée quand elle n'est pas protégée de l'extérieur, p.ex. puits creusé non-couvert/traditionnel, source naturelle non-aménagée, etc.

2. Latrines à fosse sans dalle ou plateforme, trous ouverts, etc.

3. Les IC indiquaient successivement les 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} difficultés principales selon l'ordre d'importance qu'ils estimaient. La réponse "Aucune difficulté / Pas d'autre difficulté supplémentaire" était à chaque fois possible et une même difficulté ne pouvait être rapportée deux fois. Les difficultés principales qui n'ont pas été soulevées dans au moins 5% des localités évaluées ne sont pas indiquées dans le tableau.

Protection

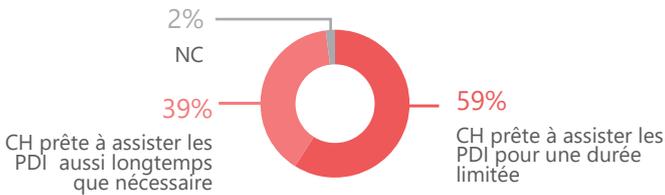
Dans **11%** des localités évaluées, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la plupart du temps.

Dans **6%** des localités évaluées, les IC rapportaient au moins un incident dans lequel un ou plusieurs civils ont été tués. Parmi les 6 localités concernées, des cas de criminalités ont été rapportés au sein de 4 localités et des cas d'inondations dans 4 localités. Dans **23%** des localités évaluées, il était également rapporté au moins un incident dans lequel une ou plusieurs habitations avaient été pillées, incendiées ou détruites.

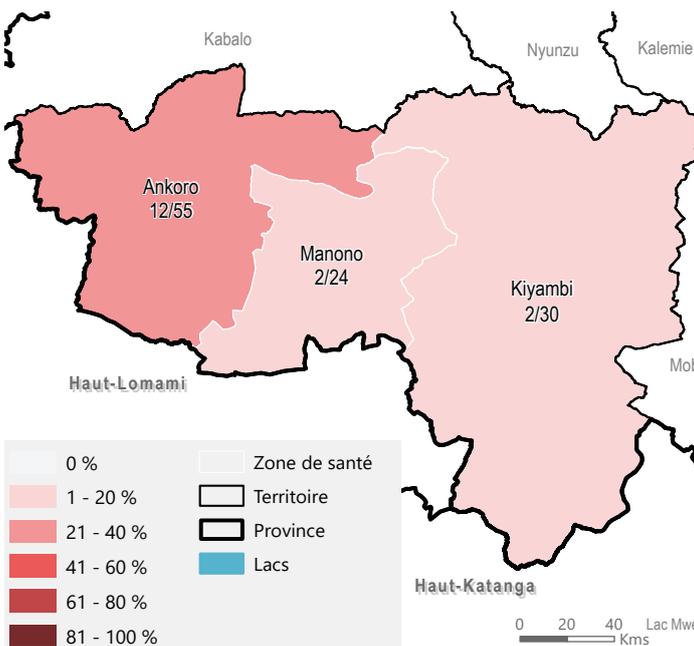
La présence de mineurs non-accompagnés a été signalée dans **68%** des localités évaluées. Dans **83%** des localités évaluées, il a été rapporté qu'une partie des enfants était impliquée dans des activités économiques, en dehors du travail domestique.

Dans **30%** des localités évaluées, la majorité de la population ne disposait pas d'un mécanisme (communautaire, ONG, etc.) de gestion de plaintes et/ou de médiation auquel se référer.

Relation entre la majorité de la communauté hôte (CH) avec les PDI et retournés, en % de localités évaluées : (83 localités concernées)



% de localités évaluées où la majorité de la population ne pouvait pas se déplacer librement, par ZS :



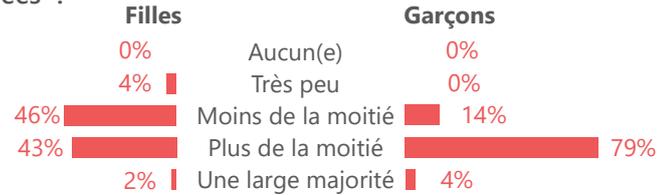
1. Très peu : moins de 25%.
Un peu moins de la moitié : Entre 25% et 49%.
Un peu plus de la moitié : Entre 51% et 75%.
Une large majorité : Entre 76% et 99%.

2. Les réponses NC ne sont pas affichées pour cet indicateur.

Éducation

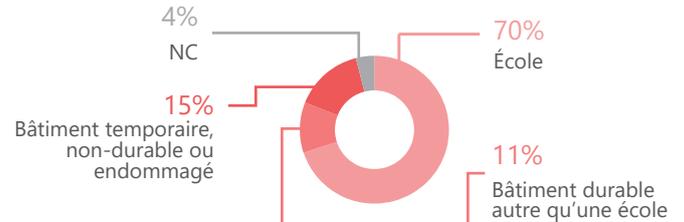
Dans **95%** des localités évaluées, une école primaire fonctionnelle était accessible à moins d'une heure de marche pour la majorité des enfants. Lorsque l'école n'était pas accessible (5 localités concernées), elle était soit inaccessible ou fermée du fait qu'il n'y avait jamais eu d'école primaire fonctionnelle aux alentours (4/5), soit endommagée ou détruite par une cause naturelle (inondations, incendies, etc.) (1/5).

Proportion¹ des filles et garçons de 6 à 11 ans suivant régulièrement une éducation formelle, en % de localités évaluées² :



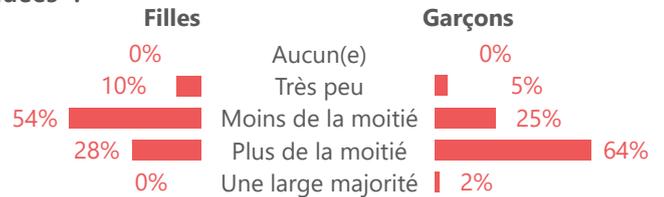
Principal type de lieu utilisé pour l'éducation de la majorité des enfants (6-11 ans) ayant accès à une école primaire fonctionnelle, en % de localités évaluées :

(103 localités concernées)



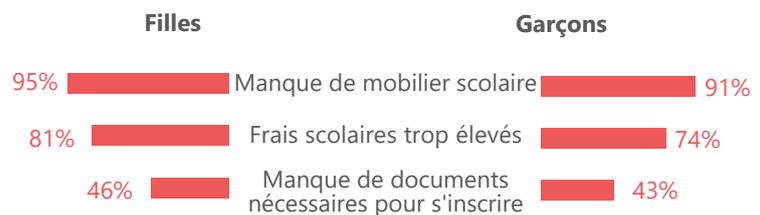
Dans **89%** des localités évaluées, une école secondaire fonctionnelle était accessible à moins d'une heure de marche pour la majorité des adolescents. Lorsque l'école n'était pas accessible (10 localités concernées), elle était soit inaccessible ou fermée du fait qu'il n'y avait jamais eu d'école secondaire fonctionnelle aux alentours (8/10).

Proportion des filles et garçons de 12 à 17 ans suivant régulièrement une éducation formelle, en % de localités évaluées² :



Principales difficultés limitant l'accès à l'éducation pour la majorité des filles et garçons, en % de localités évaluées :

(3 réponses les plus souvent citées)



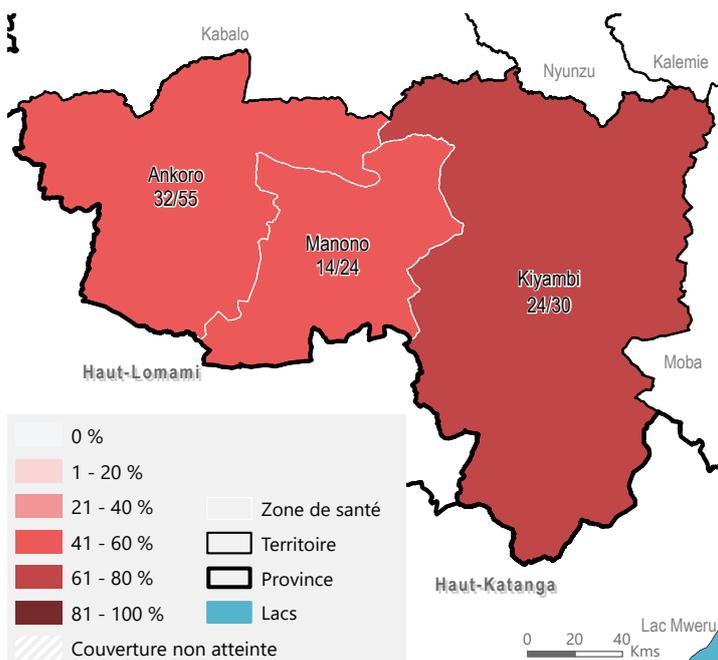
Abris

Principal type d'habitation utilisé par la majorité de la population autochtone / hôte, en % de localités évaluées, **par ZS** :

	Manono	Kiyambi	Ankoro
Maisons semi-durables (briques non-cuites, matériaux naturels disponibles, etc.)	67%	80%	83%
Habitats traditionnels durables (paille, bois, etc.)	29%	20%	15%
Maisons durables achevées (briques cuites, ciment, porte, toit, etc.)	4%	0%	0%
NC	0%	0%	2%

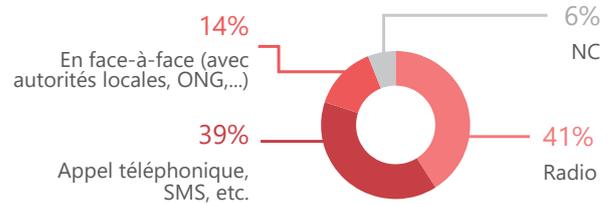
Dans **69%** des localités évaluées, la majorité de la population autochtone / hôte ne disposait pas de support de couchage et de couverture. Parmi les 31 localités dans lesquelles la présence de PDI était rapportée, la majorité de ces derniers ne disposait pas de supports de couchage et de couvertures dans **93%** de ces localités.

% des localités évaluées n'ayant bénéficié d'aucune forme d'assistance humanitaire au cours des 6 mois précédant la collecte de données, selon les IC **par ZS** :

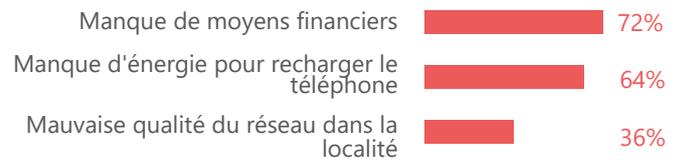


Redevabilité et communication

Moyen préféré de la majorité de la population pour recevoir des informations selon les IC, en % de localités évaluées :

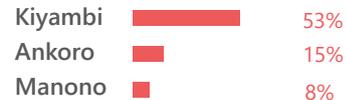


Principales difficultés limitant l'accès au réseau téléphonique pour la majorité de la population, en % de localités évaluées : (3 réponses les plus souvent citées)



Dans **54%** des localités évaluées, la couverture par un réseau téléphonique était disponible et continue sans aucune interruption pendant plus de 24 heures.

Majorité de la population n'ayant pas la possibilité d'écouter la radio et / ou d'obtenir des informations issues d'émissions radiophoniques, en % de localités évaluées, **par ZS** :



Dans **32%** des localités évaluées, une aide humanitaire a été apportée au cours des 6 mois précédant la collecte de données. Parmi les 35 localités concernées, la perception était que l'aide fournie n'avait pas permis de répondre à temps aux besoins de la majorité des bénéficiaires dans **34%** des localités concernées et était jugée insuffisante en quantité dans **23%** des localités concernées.

Besoins prioritaires d'intervention humanitaire pour la majorité de la population, rapportés par ordre d'importance¹, en % de localités évaluées :

	1 ^{er} besoin	2 ^{ème} besoin	3 ^{ème} besoin
Nourriture	72%	4%	4%
Eau	10%	38%	13%
Soins médicaux	0%	10%	26%
Semences et / ou outils aratoires	3%	7%	4%
Accès à des moyens financiers (cash)	2%	4%	7%
Education des enfants	2%	3%	4%
Articles ménagers essentiels	0%	1%	4%
NC	12%	26%	29%

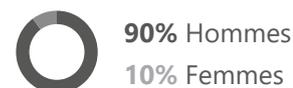
1. Les IC indiquaient successivement les 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} besoins prioritaires en termes d'intervention humanitaire selon l'ordre d'importance qu'ils estimaient. La réponse "Aucun besoin / Pas d'autre besoin" était à chaque fois possible et un même type de besoin ne pouvait être rapporté deux fois. Les secteurs d'intervention pour lesquels un besoin humanitaire n'a pas été rapporté dans au moins 5% des localités évaluées ne sont pas indiqués dans le tableau.

Profils des IC enquêtés

 268 IC

La profession des IC est : (4 réponses les plus souvent citées)

Agriculteur		50%
Professeur/maître		15%
Professionnel de la santé		8%
Commerçant		7%



Le statut de déplacement des IC est :



Méthodologie

Le projet de Suivi de la situation humanitaire mis en oeuvre par REACH en RDC et sa méthodologie sont détaillés dans les [Termes de références](#).

La méthodologie de collecte de données de REACH pour ce projet est celle dite "Zone de connaissance". Elle a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées sont des perceptions sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC) par téléphone.

Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités situées dans le territoire. Sauf indication contraire, les résultats présentés dans ce document pour chaque indicateur portent sur la période de rappel de 30 jours précédant la

collecte de données. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données, le résultat est rapporté sous forme de "Non consensus" (NC). Les données, rapportées par pourcentage de localités évaluées, sont présentées dans le document selon les critères suivants :

- Cartes : données rapportées par ZS.
- Texte, graphiques et tableaux : données rapportées pour l'ensemble des localités évaluées (sauf mention contraire).

À l'échelle d'une ZS, les résultats sont rapportés uniquement si un seuil minimal de couverture de 10% de localités évaluées a été atteint (sur le total de localités répertoriées). Dans le cas contraire, les résultats obtenus dans cette ZS ne sont pas intégrés aux analyses.

Publications HSM

Nord-kivu et Sud-Kivu, Mars 2024

Sud-Kivu, Février 2024

Ituri, Janvier 2024

Sud-kivu, Janvier 2024

Nord-kivu, Janvier 2024

Sud-Kivu, Décembre 2023

Nord-Kivu, Décembre 2023

Ituri, Décembre 2023

Maniema, Décembre 2023

Ituri, Novembre 2023

Tanganyika, Novembre 2023

Sud-Kivu, Novembre 2023

Nord-Kivu, Novembre 2023

Sud-Kivu, Octobre 2023

Nord-Kivu, Octobre 2023

Tanganyika, Septembre 2023

[Fiche d'information](#)

À propos de REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).